

Gouverner au centre

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les conseillers de Juan Carlos affirment aujourd'hui qu'il est animé des meilleures intentions et qu'il veut que l'Espagne soit gouvernée « au centre ». Le chef du gouvernement, M. Arias Navarro, qui a l'air de se complaire dans l'image de « brave homme » que l'opinion lui a concédée, oubliant son ancienne réputation d'homme à poigne, est en tout cas un inconditionnel du roi, comme il l'était de Franco.

Les chefs de l'armée sont résolus à faire respecter la Constitution et celle-ci permet bien des lectures, dont l'une au moins est progressiste. Les jeunes officiers politisés, membres de l'Union militaire démocratique, proche d'un projet social-démocrate, pousseraient naturellement plutôt à une ouverture accélérée. L'Eglise, par la voix respectée de Mar Tarancon, archevêque de Madrid, vient de rappeler avec impatience au respect des droits de l'homme.

La route est-elle donc libre pour cette libéralisation progressive — permettant de passer, en deux ans, du franquisme à un régime démocratique — que préconisent M. Fraga Iribarne et ses amis ? Pas tout à fait. Les bastions du conservatisme sont toujours en place dans l'appareil d'Etat, dans les syndicats, dans les différentes polices qui ont médité le sort des agents de la PIDE au Portugal, dans la bureaucratie, dans les administrations locales effrayées par l'inconnu et confites dans des habitudes de quarante années.

En outre, la Constitution peu finée au fil des années par Franco commence à révéler toutes ses ambiguïtés, ses chausse-trapes, ses barrages anti-réforme, ses mécanismes subtils de blocage. S'ils le veulent, les *procuradores* (députés) aux Cortès, les conseillers nationaux du Mouvement, les notables du Conseil du royaume

et des autres Institutions, peuvent multiplier les opérations juridiques de retardement. Le moindre projet de loi soumis ces dernières années par le gouvernement, qui n'était pas précisément progressiste, était mis en cause, désarticulé, émasculé pendant des mois par des centaines d'amendements déposés par les *procuradores*.

MARCEL NIEDERLANG.

Gouverner au centre

Il est vrai que le climat est déjà différent, mais les batailles qui se préparent seront rudes, et subtiles.

Le rôle de Juan Carlos a été discret, mais important, pendant ces journées de consultations ayant précédé la formation du nouveau gouvernement. Chaque soir, M. Arias Navarro a rendu compte au souverain, qui a précisé ses préférences, suggéré des noms, insisté sur une rénovation aussi large que possible.

Des « jeunes » ayant déjà une solide expérience dans le monde des affaires ou de l'administration apparaissent dans la nouvelle équipe. Par exemple, MM. Martín Villa, gouverneur civil de Barcelone; Villar Mir, patron des hauts fourneaux de Biscaye; Perez Bricio, spécialiste des négociations avec le GATT, l'O.C.D.E. et le Marché commun; Virgilio Oñate, ingénieur civil; Leopoldo Calvo Sotelo, directeur des mines de Rio-Tinto; Alfonso Ossorio, avocat d'Etat. Ces « nouveaux » sont, manifestement plus techniciens que politiques, plus préoccupés d'efficacité, de rendement, plus « modernes » que les « technocrates » arrivés au pouvoir dans les années 60 qui croisaient le fer avec les phalangistes.

L'influence du palais a également compté en ce qui concerne le projet de restructuration du gouvernement. M. Carro Martínez, ministre de la présidence et principal collaborateur de M. Arias Navarro, avait préparé un plan qui devrait être analysé et en principe accepté par le cabinet démissionnaire, sous réserve que la commission de compétence législative des Cortès soit consultée. Mais, à la demande, dit-on de bonne source, de M. Torcuato Fernandez-Miranda, nouveau président des Cortès et l'homme du roi dans l'Assemblée, ce plan a été différé.

Pour la petite histoire, M. Carro Martínez, qui a préparé les derniers accords de Madrid sur le Sahara, avec le Maroc, et dont on disait que M. Arias Navarro ne voulait pas se séparer, ne figure pas dans le nouveau gouvernement. C'est M. Ossorio, plus proche des catholiques conservateurs que du « clan » Fraga Iribarne, qui le remplace. Mais, de toute manière, ce poste devrait perdre de son poids.

Les trois ministères-clés

Ce ne sont plus, comme dans les précédents gouvernements, les vice-présidences du gouvernement qui sont importantes. A la demande de M. Fraga Iribarne, il y a en effet trois vice-présidents, dont lui-même, qui sera chargé des affaires intérieures, et M. Villar Mir, responsable de l'économie.

Le général Santiago Díaz Mendivil, vice-président sans portefeuille, est un militaire apolitique, professeur dans les écoles de guerre, et qui a fait sa carrière dans les états-majors. Sa promotion est un coup de chapeau à l'armée. Le général Guttierrez Mellado, dont on parlait pour la vice-présidence, sera sans doute nommé chef du haut état-major des forces armées. Il a servi aux côtés du général Manuel Diez Alegria, lorsque celui-ci était encore le numéro un de l'armée. Comme lui, c'est un libéral très respecté par les commandants de régions militaires. Le nouveau vice-président, comme le général Guttierrez Mellado, est aux antipodes des généraux « bleus » (ainsi appelés en souvenir de la division bleue qui combattit aux côtés des Allemands en U.R.S.S.), pactisant à l'occasion avec les ultras.

Les trois ministères-clés sont, dans l'ordre, l'intérieur, les affaires étrangères et la justice. Personne ne pouvait être mieux à sa place, au palais de Santa-Cruz, aujourd'hui, que le comte de Motrico, le plus européen des Espagnols. Il va offrir au monde une image très « libérale » du nouveau gouvernement.

Grand bourgeois libéral, le nouveau ministre de la justice, M. Antonio Garriga, est un chrétien attaché au respect des droits de l'homme. Il devrait bientôt promulguer une extension de l'indulto royal, et peut-être même la véritable amnistie réclamée par les formations de l'opposition démocratique.

Mais les « affaires » sont nombreuses dans les prétoires et les cours de justice. Pour passer des intentions aux actes, M. Garriga devrait bientôt accéder à la requête de tous les avocats espagnols qui réclament l'abrogation du décret-loi antiterroriste du 27 août dernier. « Une mesure, ainsi que le dit M. Ruiz Gimenez, qui permettrait de revenir au moins à la Constitution. »

Mais c'est M. Fraga Iribarne qui est le principal homme fort du gouvernement. Non seulement il a posé ses conditions pour entrer dans le cabinet, mais il a demandé et obtenu que M. Silva Muñoz, porte-parole d'une droite traditionnelle et ancien ministre des travaux publics, ne figure pas dans l'équipe gouvernementale. L'ancien ministre de l'information ne s'est pas posé en demandeur, mais en véritable « chef de groupe », offrant sa collaboration en échange d'un programme et de plusieurs portefeuilles. M. Robles Piquer, son beau-frère, est à l'éducation. M. Martín Gamero,

l'un de ses amis, est à l'information. M. Calvo Sotelo a appartenu au groupe Tacito proche des idées de M. Fraga, et plusieurs des ministres « économiques » ne cachent pas leur sympathie pour le dynamique ministre de l'intérieur.

Les gouverneurs civils de province sont toujours nommés par le pouvoir central. On peut compter sur M. Fraga pour mettre rapidement en place des hommes proches de ses conceptions à la tête des administrations provinciales.

L'entrée de M. Fraga au gouvernement, c'est aussi la victoire des « clubs » politiques, non reconnus par le régime en tant que tels, sur les « associations politiques » admises par le conseil national du Mouvement, mais ayant tellement peu de prestige que M. Arias Navarro lui-même n'a pas cru devoir les consulter toutes. Avec sagesse, le chef du gouvernement s'est adressé en priorité à ceux qui comptent vraiment aujourd'hui dans le régime, c'est-à-dire aux « libéraux » plus ou moins récemment convertis à la « démocratie », mais porte-parole réels des classes moyennes, des milieux d'affaires modernes et des intellectuels aspirant à un style politique à l'euro-péenne.

Une remarque pourtant : la frange la plus « à gauche » des libéraux, celle qui est représentée par M. Pio Cabanillas, est restée sur la touche.

Il semble que M. Arias Navarro n'ait pas osé faire un geste de plus qui aurait nettement braqué les ultras, mais on parle de M. Marcelino Oreja, jeune et brillant porte-parole du Tacito proche de M. Pio Cabanillas, pour un poste de secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

Seuls trois anciens

De l'ancien gouvernement, trois ministres survivent en dehors du président du conseil. L'amiral Pita de Veiga, qui a voté, en décembre 1973, pris parti pour le général Diez Alegria contre les ultras en colère, après l'assassinat de l'amiral Carrero Blanco; M. Valdes, un technicien qui fait bien ce qu'il a à faire aux travaux publics, et M. Solís, qui passe du ministère du Mouvement au travail. C'est, à première vue, la seule fiche de consolation accordée à l'extrême droite, dont M. Solís est assez proche, sans toutefois en être prisonnier.

Malgré ces concessions, la gauche a encore de bonnes raisons d'être sceptique. « Fraga, oui, bien sûr, déclare un dirigeant démocrate chrétien, mais ne va-t-il pas exploiter d'abord la plate-forme de son propre camp électoral ? »

Pour M. Raul Morodo, dirigeant du parti socialiste populaire, « l'ouverture est limitée aux familles du franquisme. Pas question de collaborer avec cette équipe... »

M. Tierno Galvan, dirigeant socialiste, estime aussi que « Franco aurait pu nommer le même gouvernement », mais pense que « seul Fraga peut, s'il le veut, provoquer un changement ».

C'est bien sûr l'avis d'un collaborateur du ministre de l'intérieur : « Fraga, dit-il, va contrôler les « associations politiques », l'information, la réforme constitutionnelle et l'éducation. C'est un dur. C'est le seul partisan d'une évolution modérée capable d'abattre le bunker... »

MARCEL NIEDERGANG.